

Op basis van het verslag en van de afrekening betaalt Flanders Investment & Trade de 2e schijf uit binnen twee maanden na ontvangst van de hierboven vermelde stukken.

Als uit de afrekening blijkt dat de 1e schijf van 50 % hoger was dan het bedrag waar de aanvrager volgens de eindafrekening recht op heeft, dan zal Flanders Investment & Trade het bedrag dat te veel betaald werd, terugvorderen of verrekenen met de steun voor een ander project.

In het kader van de uitbetaling van de steun voor de goedgekeurde projecten dient de begunstigde per project een verklaring aan Flanders Investment & Trade te bezorgen van niet-dubbele subsidiëring en van niet-overdraagbaarheid van de subsidie volgens model dat ter beschikking wordt gesteld.

Beroepsprocedure

Tegen elke beslissing die krachtens dit besluit wordt genomen, kan de aanvrager beroep aantekenen bij de minister binnen twintig werkdagen die volgen op de ontvangst van de kennisgeving ervan.

De minister doet een uitspraak binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het beroepsschrift.

De aanvrager wordt schriftelijk op de hoogte gebracht van de beslissing van de minister.

Praktische info

• Het aanvraagformulier (Word) en het begrotingsbestand (Excel) kunt u downloaden via de website van Flanders Investment & Trade www.flandersinvestmentandtrade.be

Enkel dossiers die elektronisch verstuurd worden komen in aanmerking voor subsidiëring.

Bijlagen dienen ook elektronisch bezorgd te worden. U kunt hiervoor Excel, Word of PDF gebruiken.

Indiening van de dossiers

Flanders Investment and Trade

Bedrijfsgroeperingen

Gaucheretstraat 90

1030 Brussel

T 02-504 87 86

G 047- 366 959

F 02-504 88 88

E bedrijfsgroeperingen@fitagency.be / cc : christophe.boone@fitagency.be

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET PARLEMENT WALLON

[C – 2011/18302]

Règlement spécifique au médiateur pris en application des articles 4 et 11 de l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne (1)

Titre I^{er}. — Du médiateur et du médiateur suppléant

CHAPITRE I^{er}. — De la nomination du médiateur

Article 1^{er}. Au sens du présent règlement, on entend par :

- parlements : le Parlement de la Communauté française et le Parlement wallon;
- accord de coopération entre les parlements : l'accord de coopération du 25 mai 2011 entre le Parlement de la Communauté française et le Parlement wallon relatif au service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne;
- accord de coopération entre les gouvernements : l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne;
- organe commun : l'organe visé à l'article 4 de l'accord de coopération entre les parlements et dont les compétences sont définies à l'article 5 du même accord;
- service de médiation ou service du médiateur : le service visé à l'article 1^{er} de l'accord de coopération entre les gouvernements;
- médiateur : le médiateur qui dirige le service de médiation commun et dont les missions sont définies à l'article 3 de l'accord de coopération entre les gouvernements.

Art. 2. En vue de la nomination du médiateur, un appel public aux candidatures est publié, en langues française et allemande, au *Moniteur belge* et fait l'objet d'insertions dans la presse quotidienne ou périodique ainsi que de diffusions radiophoniques ou télévisées.

Il est précisé notamment :

- les conditions de nomination et les incompatibilités;
- la description de la fonction;
- la durée de la fonction;
- le statut pécuniaire;
- le mode de présentation des candidatures;
- le mode de sélection.

Art. 3. § 1^{er}. L'organe commun institue un comité d'avis composé de sept personnes. Les membres de ce comité d'avis soit émanent des milieux académiques soit sont réputés pour leur expérience en matière de relations entre l'administration et le public ou en matière de sélection du personnel. Ils ne font en aucun cas partie des autorités politiques et administratives de la Communauté française ou de la Région wallonne.

Le secrétariat du comité d'avis est assuré conjointement par le greffier du Parlement de la Communauté française et par le greffier du Parlement wallon.

§ 2. L'organe commun examine la recevabilité des candidatures en suite de l'appel visé à l'article 1^{er}.

§ 3. Les candidats dont la candidature a été jugée recevable, présentent une première épreuve écrite dont les questions sont élaborées par le comité d'avis. L'épreuve porte sur la connaissance du droit public et du droit administratif et sur la culture générale.

§ 4. Les candidats ayant obtenu un résultat égal ou supérieur à 12/20 lors de la première épreuve sont invités à un entretien individuel avec un délégué d'un bureau de recrutement et de sélection chargé d'élaborer un descriptif de la personnalité et un profil psychologique des candidats. Ils sont ensuite auditionnés par les membres du comité d'avis qui retient un maximum de 5 candidats en les classant suivant les modalités arrêtées par l'organe commun.

§ 5. L'organe commun reçoit le rapport du comité d'avis et, après avoir auditionné les candidats, présente aux parlements une proposition motivée de nomination. La nomination intervient conformément à l'article 3, § 1^{er}, de l'accord de coopération entre les parlements.

CHAPITRE II. — *De la nomination d'un médiateur suppléant*

Art. 4. § 1^{er}. La proposition motivée de nomination d'un médiateur suppléant est établie par l'organe commun sur base d'une liste de candidats retenus suite à un appel à candidatures porté à la connaissance des membres du personnel du service du médiateur par note de service interne qui précise les modalités d'introduction des candidatures.

§ 2. L'organe commun procède à l'audition des candidats dont l'acte de candidature a été jugé recevable.

§ 3. Le médiateur suppléant est nommé conformément à l'article 3, § 2, de l'accord de coopération entre les parlements.

CHAPITRE III. — *De la fin de fonctions et de la révocation du médiateur et du médiateur suppléant*

Art. 5. La fin de fonctions et la révocation du médiateur interviennent, sur proposition de l'organe commun, conformément à l'article 3, § 2, de l'accord de coopération entre les parlements.

Il en est de même pour les suspensions provisoires de fonctions et du traitement du médiateur.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsqu'il constate l'exercice d'une fonction, d'un emploi ou d'un mandat visé à l'article 6 de l'accord de coopération entre les gouvernements ou un motif qu'il juge grave, l'organe commun, saisi par un de ses membres ou par le greffier d'un des deux parlements, dresse un procès-verbal qu'il transmet sans délai au médiateur par courrier recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Le médiateur est invité à comparaître à l'expiration d'un délai de vingt jours qui suit l'envoi du courrier recommandé lui notifiant les griefs. Le médiateur peut comparaître personnellement, seul, ou encore représenté ou assisté par un avocat. La convocation indique le jour, l'heure et le lieu de la comparution ainsi que les éléments donnant lieu au déclenchement de la procédure.

§ 3. Le procès-verbal de l'audition du médiateur est transmis sans délai au médiateur et à son conseil éventuel par courrier recommandé. Le médiateur dispose d'un délai de quinze jours à compter de l'envoi du courrier recommandé pour faire parvenir à l'organe commun les observations qu'il juge utiles. Le procès-verbal précise cette faculté ainsi que l'adresse à laquelle les observations formulées par le médiateur ou son conseil peuvent être envoyées.

A défaut de réaction, le procès-verbal est considéré comme approuvé.

§ 4. L'organe commun rédige un rapport, accompagné des pièces ou des observations éventuelles formulées par le médiateur ou son conseil, et propose, s'il échet, la révocation du médiateur aux parlements qui statuent lors de leur plus prochaine réunion.

§ 5. La révocation, si elle est prononcée, est signifiée à l'intéressé dans les huit jours de la décision prise par la dernière assemblée qui a statué.

Art. 7. Tout au long de la procédure de révocation du médiateur, ses fonctions sont exercées par un médiateur suppléant, sans préjudice toutefois du maintien de ses droits pécuniaires. Néanmoins, en raison de circonstances jugées exceptionnelles et motivées par l'organe commun, ce dernier pourra suspendre ces droits.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation et de la reconduction du médiateur*

Art. 8. § 1^{er}. L'évaluation du médiateur, à l'issue de sa période d'essai ou en vue du renouvellement de son mandat, est réalisée, sur proposition de l'organe commun, conformément à l'article 3, § 2, de l'accord de coopération entre les parlements.

§ 2. Dans le cadre de la préparation de l'évaluation visée au § 1^{er}, l'organe commun peut utiliser tous les moyens qu'il juge appropriés.

§ 3. La proposition d'évaluation établie par l'organe commun se conclut par une proposition de reconduction ou de fin de fonctions.

Elle est soumise sans délai au médiateur qui dispose d'un délai de huit jours pour formuler ses éventuelles observations.

A défaut de réaction, il est considéré que le médiateur a marqué son accord sur la proposition d'évaluation.

§ 4. La proposition d'évaluation assortie des observations du médiateur est transmise aux deux parlements.

§ 5. L'évaluation réalisée et la décision de reconduction ou de fin de fonctions est communiquée au médiateur dans les huit jours de la décision prise par la dernière assemblée qui a statué.

Art. 9. L'organe commun peut aussi à tout moment demander au médiateur qu'il rédige un rapport portant sur les mesures de gestion qu'il a mises en place.

Titre II. — **Des membres du personnel du service de médiation**

CHAPITRE I^{er}. — *De la nomination des membres du personnel*

Art. 10. L'organe commun nomme les membres du personnel, ci-après dénommés les agents, sur proposition du médiateur.

Art. 11. § 1^{er}. Les agents sont recrutés après la publication d'un appel public aux candidatures au *Moniteur belge* et dans la presse quotidienne ou périodique et la réussite d'un examen.

§ 2. L'avis publié mentionne au moins la nature de la fonction, le grade, les conditions générales et particulières auxquelles les candidats doivent répondre pour être nommés, la date à laquelle les conditions doivent être remplies et le nombre minimum d'emplois à conférer.

Par conditions générales de recrutement des agents on entend celles fixées dans le statut du personnel du service du médiateur.

Les conditions particulières sont arrêtées par l'organe commun sur proposition du médiateur.

Art. 12. La procédure de recrutement, le programme de l'examen, le nombre de membres qui doit être impair et la composition du jury sont fixés par l'organe commun sur proposition du médiateur.

Les membres du jury soit émanent des milieux académiques soit sont réputés pour leur expérience en matière de relations entre l'administration et le public ou en matière de sélection du personnel. Le jury comprend au moins un professeur ou un expert de la matière concernée par la fonction à conférer.

Le médiateur siège dans le jury.

CHAPITRE II. — *Des mesures disciplinaires à l'encontre des membres du personnel*

Art. 13. L'organe commun peut prendre, à l'égard de tout membre du personnel, une mesure disciplinaire prévue au statut des agents du médiateur soit d'initiative après avis du médiateur soit sur proposition du médiateur.

Art. 14. § 1^{er}. La révocation ne peut être prononcée sans que l'organe commun n'ait procédé, au préalable, aux auditions du médiateur et de l'agent en cause qui peut se faire assister d'un défenseur dûment mandaté.

§ 2. L'intéressé et son défenseur éventuel ont le droit d'obtenir, aussitôt que la procédure de révocation est engagée, communication intégrale du dossier disciplinaire ainsi que l'accès au dossier individuel.

Ils peuvent présenter devant l'organe commun les observations écrites ou verbales qu'ils jugent utiles à sa défense.

§ 3. L'invitation à comparaître doit parvenir à l'intéressé au moins quinze jours ouvrables avant l'audition. Elle indique les motifs qui pourraient justifier la révocation ainsi que le jour, l'heure et le lieu de l'audition.

§ 4. Toute correspondance, communication ou échange de pièces au cours de la procédure doit faire l'objet d'un accusé de réception dûment signé ou d'un pli recommandé à la poste.

§ 5. La révocation, si elle est prononcée, est signifiée à l'intéressé dans les huit jours de la décision prise par l'organe commun.

Titre III. — De la répartition des crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur

Art. 15. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des parlements sur proposition de l'organe commun.

La clé de répartition budgétaire est de 41 % à charge du Parlement de la Communauté française et de 59 % à charge du Parlement wallon.

§ 2. Pour l'année budgétaire 2012, les crédits s'élèvent à 2.580.600 EUR, à savoir 1.062.500 EUR à charge du Parlement de la Communauté française et 1.518.100 EUR à charge du Parlement wallon.

Note

(1) *Session 2010-2011*

Adopté par le Parlement de Communauté française le 19 juillet 2011.

Documents du Parlement de la Communauté française, 238 (2010-2011) N° 1

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 juillet 2011.

Vote.

Adopté par le Parlement wallon le 20 juillet 2011.

Documents du Parlement wallon, 432 (2010-2011) N° 1.

Compte rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2011.

Vote.

VERTALING

PARLEMENT VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN WAALSE PARLEMENT

[C – 2011/18302]

Specifiek reglement voor de bemiddelaar in toepassing van de artikelen 4 en 11 van het samenwerkingsakkoord afgesloten op 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende de oprichting van een gemeenschappelijke bemiddelingsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)

Titel I. — De bemiddelaar en de plaatsvervangende bemiddelaar

HOOFDSTUK I. — *Aanstelling van de bemiddelaar*

Artikel 1. In de zin van huidig reglement, verstaat men onder :

- parlementen : het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Waalse Parlement;
- samenwerkingsakkoord tussen de parlementen : samenwerkingsakkoord van 25 mei 2011 tussen het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Waalse Parlement met betrekking tot een gemeenschappelijke bemiddelingsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;
- samenwerkingsakkoord tussen de regeringen : samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende de oprichting van een gemeenschappelijke bemiddelingsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;
- gemeenschappelijk orgaan : het orgaan bedoeld in artikel 4 van het samenwerkingsakkoord tussen de parlementen en waarvan de bevoegdheden worden vastgelegd in artikel 5 van hetzelfde akkoord;
- bemiddelingsdienst of dienst van de bemiddelaar : de dienst bedoeld in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord tussen de regeringen;
- bemiddelaar : de bemiddelaar die de gemeenschappelijke bemiddelingsdienst bestuurt en wiens opdrachten worden vastgelegd in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord tussen de regeringen.

Art. 2. Met het oog op de aanstelling van de bemiddelaar, wordt een openbare oproep tot kandidaatstelling gepubliceerd, in de Franse en in de Duitse taal, in het *Belgisch Staatsblad* en deze oproep zal eveneens verspreid worden in de dagelijkse of periodieke pers evenals in radio- of televisie-uitzendingen.

Worden met name vermeld :

- de aanstellingsvoorwaarden en de onverenigbaarheden;
- de functieomschrijving;
- de duur van de functie;
- het geldelijk statuut;
- de wijze waarop men zich kandidaat kan stellen;
- de selectieprocedure.

Art. 3. § 1. Het gemeenschappelijk orgaan benoemt een adviescomité samengesteld uit zeven personen. De leden van dit adviescomité komen ofwel uit academische kringen of staan bekend om hun ervaring inzake de relaties tussen de overheid en het publiek of inzake de selectie van personeel. Zij maken in geen geval deel uit van de politieke en administratieve overheden van de Franse Gemeenschap of van het Waalse Gewest.

Het secretariaat van het adviescomité wordt gezamenlijk verzekerd door de griffier van het Parlement van de Franse Gemeenschap en de griffier van het Waalse Parlement.

§ 2. Het gemeenschappelijk orgaan onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaturen ingevolge de oproep bedoeld in artikel 1.

§ 3. De kandidaten wier kandidaatstelling ontvankelijk wordt beschouwd, zullen een eerste schriftelijke proef afleggen waarvan de vragen zullen worden uitgewerkt door het adviescomité. De proef betreft kennis van het openbaar en administratief recht en algemene kennis.

§ 4. De kandidaten die een resultaat van 12/20 of meer behalen op de eerste proef, worden uitgenodigd voor een persoonlijk gesprek met een afgevaardigde van een wervings- en selectiebureau dat gelast is met de uitwerking van een persoonlijkheidsomschrijving en psychologisch profiel van de kandidaten. Zij worden vervolgens gehoord door de leden van het adviescomité, dat een maximum van 5 kandidaten zal weerhouden en deze zal rangschikken volgens de modaliteiten vastgelegd door het gemeenschappelijk orgaan.

§ 5. Het gemeenschappelijk orgaan ontvangt het verslag van het adviescomité en stelt, na de kandidaten gehoord te hebben, aan de parlementen een gemotiveerd voorstel tot aanstelling voor. De aanstelling gebeurt in overeenstemming met artikel 3, § 1 van het samenwerkingsakkoord tussen de parlementen.

HOOFDSTUK II. — *Aanstelling van een plaatsvervangend bemiddelaar*

Art. 4. § 1. Het gemotiveerd voorstel tot aanstelling van een plaatsvervangend bemiddelaar wordt opgesteld door het gemeenschappelijk orgaan op basis van een lijst van de kandidaten die weerhouden werden ingevolge een oproep tot kandidaatstelling verspreid onder de personeelsleden van de bemiddelingsdienst door nota van onze interne dienst, die de modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen bepaalt.

§ 2. Het gemeenschappelijk orgaan gaat over tot het horen van de kandidaten wier kandidaatstelling ontvankelijk werd beschouwd.

§ 3. De plaatsvervangende bemiddelaar wordt aangesteld in overeenstemming met artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord tussen de parlementen.

HOOFDSTUK III. — *Einde van de functie en afzetting van de bemiddelaar en de plaatsvervangende bemiddelaar*

Art. 5. De beëindiging van de functie en de afzetting van de bemiddelaar gebeuren op voorstel van het gemeenschappelijk orgaan, in overeenstemming met artikel 3, § 2, van het samenwerkingsakkoord tussen de parlementen.

Hetzelfde geldt voor de voorlopige opschorting van de functie en het salaris van de bemiddelaar.

Art. 6. § 1. Als zij de uitoefening van een functie, een betrekking of een mandaat bedoeld in artikel 6 van het samenwerkingsakkoord tussen de regeringen vaststelt of een reden die zij als dringend beschouwt, zal het gemeenschappelijk orgaan, op verzoek van een van haar leden of de griffier van een van de twee parlementen, een proces-verbaal opstellen dat zij onmiddellijk per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging overmaakt aan de bemiddelaar.

§ 2. De bemiddelaar wordt verzocht om te verschijnen na het verstrijken van een termijn van twintig dagen volgend op de verzending van het aangetekend schrijven waarin deze grieven worden meegedeeld. De bemiddelaar kan persoonlijk, alleen, of vertegenwoordigd of bijgestaan door een advocaat verschijnen. De oproeping vermeldt de dag, het uur en de plaats van verschijning evenals de elementen die hebben geleid tot het in gang zetten van de procedure.

§ 3. Het proces-verbaal van verhoor van de bemiddelaar wordt onmiddellijk per aangetekend schrijven overgemaakt aan de bemiddelaar en zijn eventuele raadsman. De bemiddelaar beschikt over een termijn van vijftien dagen vanaf de verzending van het aangetekend schrijven om aan het gemeenschappelijk orgaan de volgens hem nuttige opmerkingen over te maken. Het proces-verbaal vermeldt deze mogelijkheid evenals het adres waarnaar de door de bemiddelaar of zijn raadsman geformuleerde opmerkingen gestuurd kunnen worden.

Bij gebrek aan reactie, wordt het proces-verbaal als goedgekeurd beschouwd.

§ 4. Het gemeenschappelijk orgaan stelt een verslag op, vergezeld van de stukken of de eventuele door de bemiddelaar of zijn raadsman geformuleerde opmerkingen, en stelt in voorkomend geval de afzetting van de bemiddelaar voor aan de parlementen, die hierover zullen beslissen tijdens hun eerstvolgende vergadering.

§ 5. Indien de afzetting wordt uitgesproken, wordt deze aan de betrokkene betekend binnen de acht dagen na de beslissing genomen door de laatste vergadering.

Art. 7. Gedurende de procedure tot afzetting van de bemiddelaar, zal zijn functie worden uitgeoefend door een plaatsvervangend bemiddelaar, onverminderd echter het behoud van zijn geldelijke rechten. Omwille van omstandigheden die als uitzonderlijk worden beschouwd en gemotiveerd worden door het gemeenschappelijk orgaan, kan deze laatste deze rechten echter opschorten.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie en herbenoeming van de bemiddelaar*

Art. 8. § 1. De evaluatie van de bemiddelaar na de beëindiging van zijn proefperiode of met het oog op de vernieuwing van zijn mandaat, wordt uitgevoerd op voorstel van het gemeenschappelijk orgaan, in overeenstemming met artikel 3, § 2 van het samenwerkingsakkoord tussen de parlementen.

§ 2. In het kader van de voorbereiding van de evaluatie bedoeld in § 1, kan het gemeenschappelijk orgaan gebruik maken van alle middelen die zij gepast acht.

§ 3. Het voorstel van de evaluatie, opgesteld door het gemeenschappelijk orgaan, eindigt met een voorstel tot herbenoeming of de beëindiging van de functie.

Dit wordt onmiddellijk overgemaakt aan de bemiddelaar, die over een termijn van acht dagen beschikt om zijn eventuele opmerkingen te formuleren.

Bij gebrek aan reactie, wordt geacht dat de bemiddelaar akkoord gaat met het voorstel van de evaluatie.

§ 4. Het voorstel van de evaluatie, vergezeld van de opmerkingen van de bemiddelaar, wordt overgemaakt aan de twee parlementen.

§ 5. De uitgevoerde evaluatie en de beslissing tot herbenoeming of de beëindiging van de functie worden aan de bemiddelaar overgemaakt binnen de acht dagen na de beslissing genomen door de laatste vergadering.

Art. 9. Het gemeenschappelijk orgaan kan op elk moment aan de bemiddelaar vragen dat hij een verslag opstelt betreffende de beheersmaatregelen die hij heeft ingevoerd.

Titel II. — Personeelsleden van de bemiddelingsdienstHOOFDSTUK I. — *Aanstelling van personeelsleden*

Art. 10. Het gemeenschappelijk orgaan stelt de personeelsleden, hierna de ambtenaren genoemd, aan op voorstel van de bemiddelaar.

Art. 11. § 1. De ambtenaren worden aangeworven na publicatie van een openbare oproep tot kandidaatstelling in het *Belgisch Staatsblad* en in de dagelijkse of periodieke pers en na het slagen voor een examen.

§ 2. Het gepubliceerde bericht vermeldt op zijn minst de aard van de functie, de graad, de algemene en bijzondere voorwaarden waaraan de kandidaten moeten beantwoorden om aangesteld te kunnen worden, de datum waarop aan deze voorwaarden voldaan moet zijn en het minimum aantal in te vullen betrekkingen.

Onder de algemene aanwervingvoorwaarden voor de ambtenaren worden de voorwaarden verstaan die zijn vastgelegd in het statuut van het personeel van de bemiddelingsdienst.

De bijzondere voorwaarden worden vastgelegd door het gemeenschappelijk orgaan op voorstel van de bemiddelaar.

Art. 12. De aanwervingsprocedure, het programma van het examen, het aantal leden dat oneven moet zijn en de samenstelling van de jury worden vastgelegd door het gemeenschappelijk orgaan op voorstel van de bemiddelaar.

De leden van de jury komen uit academische kringen of staan bekend om hun ervaring inzake de relaties tussen de overheid en het publiek of inzake de selectie van personeel. De jury omvat ten minste één professor of deskundige in de materie van de in te vullen functie.

De bemiddelaar zetelt in de jury.

HOOFDSTUK II. — *Disciplinaire maatregelen ten aanzien van personeelsleden*

Art. 13. Het gemeenschappelijk orgaan kan ten aanzien van elk personeelslid een disciplinaire maatregel nemen, voorzien in het statuut van de ambtenaren van de bemiddelaar, hetzij op eigen initiatief na advies van de bemiddelaar, hetzij op voorstel van de bemiddelaar.

Art. 14. § 1. De afzetting kan enkel worden uitgesproken indien het gemeenschappelijk orgaan vooraf is overgegaan tot het verhoor van de bemiddelaar en de ambtenaar inzake, die zich kan laten bijstaan door een behoorlijk beoordacht advocaat.

§ 2. De betrokkene en zijn eventuele advocaat hebben het recht om, zodra de afzettingsprocedure wordt gestart, integrale inzage te krijgen in het disciplinair dossier evenals toegang tot het individuele dossier.

Zij kunnen aan het gemeenschappelijk orgaan schriftelijke of mondelinge opmerkingen voorleggen die zij nuttig achten voor hun verdediging.

§ 3. Het verzoek om te verschijnen moet de betrokkene minstens vijftien werkdagen voor het verhoor toekomen. Dit verzoek vermeldt de redenen die de afzetting zouden kunnen rechtvaardigen evenals de dag, het uur en de plaats van het verhoor.

§ 4. Elke briefwisseling, communicatie of uitwisseling van stukken in de loop van de procedure moet het voorwerp uitmaken van een behoorlijk ondertekende ontvangstbevestiging of een ter post aangetekende zending.

§ 5. Indien de afzetting wordt uitgesproken, wordt deze aan de betrokkene betekend binnen de acht dagen na de beslissing genomen door het gemeenschappelijk orgaan.

Titel III. — *Verdeling van de nodige middelen voor de werking van de bemiddelingsdienst*

Art. 15. § 1. De nodige middelen voor de werking van de bemiddelingsdienst worden ingeschreven in de begroting van de parlementen op voorstel van het gemeenschappelijk orgaan.

De budgettaire verdelingsleutel is 41 % ten laste van het Parlement van de Franse Gemeenschap en 59 % ten laste van het Waalse Parlement.

§ 2. Voor het begrotingsjaar 2012, zullen de middelen 2.580.600 EUR bedragen, te weten 1.062.500 EUR ten laste van het Parlement van de Franse Gemeenschap en 1.518.100 EUR ten laste van het Waalse Parlement.

Nota

(1) *Zitting 2010-2011*

Door het Parlement van de Franse Gemeenschap aangenomen op 19 juli 2011.

Stukken van het Parlement van de Franse Gemeenschap, 238 (2010-2011) Nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 19 juli 2011.

Stemming.

Door het Waalse Parlement aangenomen op 20 juli 2011.

Stukken van het Waalse Parlement, 432 (2010-2011) Nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 20 juli 2011.

Stemming.

ÜBERSETZUNG

PARLAMENT DER FRANZÖSISCHEN GEMEINSCHAFT UND WALLONISCHE PARLAMENT

[C – 2011/18302]

Spezifische Ordnung für den Ombudsmann in Anwendung der Artikel 4 und 11 des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Schaffung eines gemeinsamen Ombudsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region (1)

Titel I. — *Der Ombudsmann und der stellvertretende Ombudsmann*KAPITEL I. — *Die Bestellung des Ombudsmannes*

Artikel 1 - Im Sinne der vorliegenden Ordnung gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:

- Parlamente: das Parlament der Französischen Gemeinschaft und das Wallonische Parlament;
- Zusammenarbeitsabkommen zwischen den Parlamenten: das Zusammenarbeitsabkommen vom 25. Mai 2011 zwischen dem Parlament der Französischen Gemeinschaft und dem Wallonischen Parlament über den gemeinsamen Ombudsdienst der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;
- Zusammenarbeitsabkommen zwischen den Regierungen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Schaffung eines gemeinsamen Ombudsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;
- gemeinsames Organ: das in Artikel 4 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Parlamenten vorgesehene Organ, dessen Zuständigkeiten in Artikel 5 desselben Abkommens festgelegt sind;
- Ombudsdienst oder Dienst des Ombudsmannes: der in Artikel 1 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Regierungen genannte Dienst;
- Ombudsmann: der Ombudsmann, der den gemeinsamen Ombudsdienst leitet und dessen Aufgaben in Artikel 3 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Regierungen festgelegt sind.

Art. 2 - Mit Blick auf die Ernennung des Ombudsmannes wird eine öffentliche Ausschreibung in französischer und deutscher Sprache im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht und werden Inserate in der Tagespresse und in Zeitschriften geschaltet sowie Rundfunk- und Fernsehspots ausgestrahlt.

Es wird insbesondere hingewiesen auf:

- die Ernennungsbedingungen und Unvereinbarkeiten;
- die Beschreibung der Funktion;
- die Dauer der Funktion;
- das Besoldungsstatut;
- die Art des Vorschlags von Kandidaten;
- das Auswahlverfahren.

Art. 3 - § 1. Das gemeinsame Organ richtet einen Beratungsausschuss ein, der sich aus sieben Personen zusammensetzt. Die Mitglieder dieses Beratungsausschusses stammen entweder aus akademischen Kreisen oder genießen einen hervorragenden Ruf aufgrund ihrer Erfahrung auf dem Gebiet der Beziehungen zwischen der Verwaltung und der Öffentlichkeit oder auf dem Gebiet der Personalauswahl. Sie gehören auf keinen Fall zu den politischen Instanzen und Verwaltungsbehörden der Französischen Gemeinschaft oder der Wallonischen Region.

Für das Sekretariat des Beratungsausschusses sind gemeinsam der Greffier des Parlaments der Französischen Gemeinschaft und der Greffier des Wallonischen Parlaments zuständig.

§ 2. Das gemeinsame Organ untersucht die Zulässigkeit der Kandidaturen nach der in Artikel 1 genannten Ausschreibung.

§ 3. Die Kandidaten, deren Bewerbung für zulässig befunden wurde, legen eine erste schriftliche Prüfung ab, deren Fragen vom Beratungsausschuss ausgearbeitet werden. Diese Prüfung betrifft die Kenntnisse des öffentlichen Rechts und des Verwaltungsrechts sowie die Allgemeinbildung.

§ 4. Die Kandidaten, die in der ersten Prüfung eine Punktzahl von 12/20 oder mehr erreicht haben, werden eingeladen zu einem Einzelgespräch mit einem Vertreter des Anwerbungs- und Auswahlbüros, das mit der Ausarbeitung einer Beschreibung der Persönlichkeit und eines psychologischen Profils der Kandidaten betraut ist. Sie werden sodann von den Mitgliedern des Beratungsausschusses angehört, welche höchstens 5 Kandidaten auswählen und diese gemäß den vom gemeinsamen Organ festgelegten Modalitäten einstufen.

§ 5. Das gemeinsame Organ erhält den Bericht des Beratungsausschusses und unterbreitet dem Parlament nach Anhörung der Kandidaten einen begründeten Ernennungsvorschlag. Die Ernennung erfolgt gemäß Artikel 3, § 1, des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Parlamenten.

KAPITEL II. — Die Ernennung eines stellvertretenden Ombudsmannes

Art. 4 - § 1. Der begründete Vorschlag zur Ernennung eines stellvertretenden Ombudsmannes wird vom gemeinsamen Organ auf der Grundlage einer Liste von Kandidaten erstellt, welche nach einer Ausschreibung berücksichtigt werden, die den Personalmitgliedern des Ombudsdienstes durch eine interne dienstliche Mitteilung, in der die Modalitäten für die Einreichung von Bewerbungen aufgeführt sind, bekannt gemacht wird.

§ 2. Das gemeinsame Organ hört die Kandidaten an, deren Bewerbung für zulässig befunden wurde.

§ 3. Der stellvertretende Ombudsmann wird gemäß Artikel 3, § 2, des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Parlamenten ernannt.

KAPITEL III. — Ende der Funktion und Abberufung des Ombudsmannes und des stellvertretenden Ombudsmannes

Art. 5 - Das Ende der Funktion des Ombudsmannes erfolgt auf Vorschlag des gemeinsamen Organs gemäß Artikel 3, § 2, des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Parlamenten.

Dasselbe gilt für die vorläufige Aussetzung der Funktion und der Vergütung des Ombudsmannes.

Art. 6 - § 1. Wenn das gemeinsame Organ die Ausübung einer in Artikel 6 des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Regierungen genannten Funktion, Arbeitsstelle oder eines dort genannten Mandats oder einen von ihm für schwerwiegend befundenen Grund feststellt, erstellt das von einem seiner Mitglieder oder vom Greffier eines der beiden Parlamente angerufene gemeinsame Organ ein Protokoll, das es unverzüglich per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an den Ombudsmann übermittelt.

§ 2. Der Ombudsmann ist dazu eingeladen, nach Verstreichen einer Frist von zwanzig Tagen ab Versand des Einschreibens, in dem ihm die Beschwerdepunkte mitgeteilt werden, zu erscheinen. Der Ombudsmann kann persönlich erscheinen, allein oder vertreten oder unterstützt durch einen Rechtsanwalt. In der Ladung werden das Datum und die Uhrzeit sowie der Ort des Erscheinens und die Elemente, die zur Einleitung des Verfahrens Anlass gegeben haben, genannt.

§ 3. Das Protokoll der Anhörung des Ombudsmannes wird unverzüglich dem Ombudsmann sowie dessen eventuellem Rechtsanwalt per Einschreiben zugeschickt. Der Ombudsmann verfügt über eine Frist von fünfzehn Tagen ab Versand dieses Einschreibens, um dem gemeinsamen Organ die von ihm für dienlich befundenen Anmerkungen zu übermitteln. Im Protokoll wird auf diese Möglichkeit hingewiesen und wird die Anschrift genannt, an welche die vom Ombudsmann oder dessen Rechtsanwalt formulierten Anmerkungen gesandt werden können.

In Ermangelung einer Reaktion wird das Protokoll als gebilligt angesehen.

§ 4. Das gemeinsame Organ erstellt einen Bericht, dem die eventuell vom Ombudsmann oder seinem Rechtsbeistand formulierten Anmerkungen beiliegen, und schlägt den Parlamenten, die auf ihrer nächsten Sitzung darüber befinden, gegebenenfalls die Abberufung des Ombudsmannes vor.

§ 5. Falls die Abberufung beschlossen wird, wird sie dem Betroffenen innerhalb von acht Tagen ab der Beschlussfassung durch die letzte Versammlung, die darüber befunden hat, zugestellt.

Art. 7 - Während des gesamten Verfahrens zur Abberufung des Ombudsmannes werden dessen Funktionen von einem stellvertretenden Ombudsmann wahrgenommen, allerdings unbeschadet der Wahrung seiner Besoldungsrechte. Aufgrund von Umständen, die vom gemeinsamen Organ für außerordentlich befunden und begründet werden, kann das gemeinsame Organ diese Rechte allerdings aussetzen.

KAPITEL IV. — Die Evaluierung und die stillschweigende Erneuerung des Auftrags des Ombudsmannes

Art. 8 - § 1. Die Evaluierung des Ombudsmannes nach Verstreichen der Probezeit oder mit Blick auf die Erneuerung seines Mandats wird auf Vorschlag des gemeinsamen Organs gemäß Artikel 3, § 2, des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den Parlamenten durchgeführt.

§ 2. Im Rahmen der Vorbereitung der in § 1 genannten Evaluierung kann das gemeinsame Organ auf alle Mittel zurückgreifen, die es für angemessen hält.

§ 3. Der Evaluierungsvorschlag des gemeinsamen Organs führt zu einem Vorschlag der Erneuerung oder der Beendigung der Funktionen.

Dieser Vorschlag wird dem Ombudsmann unverzüglich unterbreitet, der sodann über eine Frist von acht Tagen verfügt, um eventuelle Anmerkungen zu formulieren.

In Ermangelung einer Reaktion wird davon ausgegangen, dass der Ombudsmann mit dem Evaluierungsvorschlag einverstanden ist.

§ 4. Der Evaluierungsvorschlag wird zusammen mit den Anmerkungen des Ombudsmannes an die beiden Parlamente übermittelt.

§ 5. Die durchgeführte Evaluierung und der Beschluss zur Erneuerung oder Beendigung der Funktionen werden dem Ombudsmann innerhalb von acht Tagen nach der Beschlussfassung durch die letzte Versammlung, die darüber befunden hat, übermittelt.

Art. 9 - Das gemeinsame Organ kann den Ombudsmann jederzeit ersuchen, einen Bericht über die von ihm eingeführten Verwaltungsmaßnahmen zu erstellen.

Titel II. — Die Personalmitglieder des Ombudsdienstes**KAPITEL I. — Die Ernennung der Personalmitglieder**

Art. 10 - Das gemeinsame Organ ernennt auf Vorschlag des Ombudsmannes die Personalmitglieder, die nachstehend als «Agenten» bezeichnet werden.

Art. 11 - § 1. Die Agenten werden nach einer im Belgischen Staatsblatt sowie in der Tagespresse und in Zeitschriften veröffentlichten Ausschreibung und nach Bestehen einer Prüfung angeworben.

§ 2. In der veröffentlichten Bekanntmachung werden zumindest die Art der Funktion, der Grad, die allgemeinen und besonderen Bedingungen, denen die Kandidaten genügen müssen, das Datum, bis zu dem die Bedingungen erfüllt sein müssen, und die Mindestanzahl zu besetzender Stellen genannt.

Unter den allgemeinen Bedingungen der Anwerbung der Agenten sind die Bedingungen zu verstehen, die im Statut des Personals des Ombudsdienstes festgelegt sind.

Die besonderen Bedingungen werden vom gemeinsamen Organ auf Vorschlag des Ombudsmannes festgelegt.

Art. 12 - Das Anwendungsverfahren, das Programm der Prüfung, die – unbedingt ungerade – Anzahl Mitglieder sowie die Zusammensetzung der Jury werden vom gemeinsamen Organ auf Vorschlag des Ombudsmannes festgelegt.

Die Jurymitglieder stammen entweder aus akademischen Kreisen oder genießen einen hervorragenden Ruf aufgrund ihrer Erfahrung auf dem Gebiet der Beziehungen zwischen der Verwaltung und der Öffentlichkeit oder auf dem Gebiet der Personalauswahl. Die Jury umfasst mindestens einen Professor oder einen Experten auf dem Gebiet, das von der zu besetzenden Stelle betroffen ist.

Der Ombudsmann ist Mitglied der Jury.

KAPITEL II. — Die Disziplinarmaßnahmen gegenüber den Personalmitgliedern

Art. 13 - Das gemeinsame Organ kann gegenüber jedem Personalmitglied entweder aus eigener Initiative nach Stellungnahme des Ombudsmannes oder auf Vorschlag des Ombudsmannes eine im Statut der Agenten des Ombudsmannes vorgesehene Disziplinarmaßnahme ergreifen.

Art. 14 - § 1. Die Abberufung kann nicht beschlossen werden, ohne dass das gemeinsame Organ zuvor den Ombudsmann und den fraglichen Agenten, der sich durch einen ordnungsgemäß beauftragten Verteidiger unterstützen lassen kann, angehört hat.

§ 2. Der betreffende Agent und sein eventueller Verteidiger haben das Recht, unverzüglich nach Einleitung des Abberufungsverfahrens eine Übermittlung der vollständigen Disziplinarakte sowie Einsicht in die Personalakte zu verlangen.

Sie dürfen dem gemeinsamen Organ alle schriftlichen oder mündlichen Anmerkungen vortragen, welche sie zu seiner Verteidigung für dienlich erachten.

§ 3. Die Ladung muss dem Betreffenden mindestens fünfzehn Arbeitstage vor der Anhörung übermittelt werden. In ihr sind die Gründe, die die Abberufung rechtfertigen könnten, sowie der Tag, die Uhrzeit und der Ort der Anhörung anzuführen.

§ 4. Jeder Schriftverkehr, jede Mitteilung und jeder Austausch von Schriftstücken im Laufe des Verfahrens muss durch eine ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung oder durch ein Einschreiben bestätigt werden.

§ 5. Sofern die Abberufung beschlossen wird, wird sie dem Betreffenden innerhalb von acht Tagen nach der Beschlussfassung durch das gemeinsame Organ zugestellt.

Titel III. — Die Verteilung der für die Funktion des Ombudsdienstes erforderlichen Kredite

Art. 15 - § 1. Die für die Funktion des Ombudsdienstes erforderlichen Kredite werden auf Vorschlag des gemeinsamen Organs in das Budget der Parlamente aufgenommen.

Als Budgetverteilerschlüssel gilt, dass 41% zu Lasten des Parlaments der Französischen Gemeinschaft und 59% zu Lasten des Wallonischen Parlaments sind.

§ 2. Für das Haushaltsjahr 2012 belaufen sich die Kredite auf 2.580.600 EUR, das heißt 1.062.500 EUR zu Lasten des Parlaments der Französischen Gemeinschaft und 1.518.100 EUR zu Lasten des Wallonischen Parlaments.

Note

(1) *Sitzung 2010-2011*

Vom het Parlament der Französischen Gemeinschaft angenommen am 19. Juli 2011.

Dokumente des Parlament der Französischen Gemeinschaft, 238 (2010-2011) Nr. 1.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Juli 2011.

Abstimmung.

Vom het Wallonischen Parlament angenommen am 20. Juli 2011.

Domuwente des Wallonischen Parlament, 432 (2010-2011) Nr. 1.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 20. Juli 2011.

Abstimmung.